



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. : générale  
15 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Sixième Commission

### Compte rendu analytique de la 21<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 27 octobre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Salinas Burgos ..... (Chili)

## Sommaire

Point 81 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international  
sur les travaux de sa soixante-troisième session (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-56667X (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Point 81 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-troisième session (suite) (A/66/10 et Add.1<sup>1</sup>)**

1. **M. Pellet** (Rapporteur spécial sur les réserves aux traités), répondant aux observations faites durant le débat qui a déjà eu lieu sur le sujet, dit qu'il aurait été difficile en pratique pour la Commission du droit international (CDI) d'achever ses travaux sur le sujet des réserves aux traités et de finaliser le Guide de la pratique sur les réserves aux traités en moins des 17 ans qu'il lui a fallu, étant donné l'extrême technicité et complexité du sujet. Le fait qu'elle a maintenant achevé ses travaux est une réussite importante, attribuable en grande partie au zèle avec lequel les membres de la CDI ont examiné les directives et commentaires constituant le Guide de la pratique et à la direction particulièrement habile dont le Groupe de travail sur les réserves aux traités a bénéficié de la part de son Président. Constituée de quelque 800 pages, la version intégrale du Guide de la pratique sera mise à la disposition de la Commission en décembre en vue de son examen en 2012, lequel sera l'occasion appropriée de répondre aux observations de fond déjà faites concernant le texte des directives constituant le Guide de la pratique adopté par la CDI à sa soixante-troisième session et reproduit au paragraphe 75 de son rapport (A/66/10 et Add.1).

2. Lorsqu'ils seront disponibles, les commentaires, qui sont inextricablement liés aux directives, démontreront l'inexactitude de certaines de ces observations de fond, y compris les affirmations selon lesquelles la directive 1.1.3 (Réserves concernant l'application territoriale du traité) s'écarte de l'esprit de l'article 29 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, la directive 2.3.1 (Acceptation de la formulation tardive d'une réserve) n'est pas corroborée par la pratique existante, et la directive 4.5.3 (Statut de l'auteur d'une réserve non valide à l'égard du traité) maintient une présomption positive de validité des réserves. Le Guide de la pratique vise à présenter, en un tout cohérent, l'opinion actuelle des États et des spécialistes du sujet. Contrairement à l'opinion exprimée par une petite minorité de délégations, il n'aurait pas atteint son objectif s'il s'était contenté de

reprendre le contenu des articles 19 à 23 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. La CDI s'est donc efforcée d'apporter des réponses exhaustives en étudiant la pratique, la doctrine et la logique inhérente à cette convention. Elle espère que le Guide de la pratique éclairera et facilitera la pratique future des réserves aux traités en aidant à mettre un peu d'ordre dans la pratique que la Convention de Vienne sur le droit des traités ne suffit pas à réguler.

3. La première des deux recommandations adoptées par la CDI en 2011 a été généralement bien accueillie. Figurant dans les conclusions sur le dialogue réservataire annexées au Guide de la pratique, cette recommandation tend à ce que l'Assemblée générale appelle les États et organisations internationales, ainsi que les organes de contrôle, à engager et mener ce dialogue réservataire d'une façon pragmatique et transparente. Il serait utile d'annexer ces conclusions à la résolution qu'adoptera l'Assemblée générale sur le sujet. Quant à la seconde recommandation, sur les mécanismes d'assistance en matière de réserves aux traités, qui figure au paragraphe 73 du rapport de la CDI, l'accueil a été plus mitigé. Certaines délégations ont catégoriquement rejeté l'idée d'un mécanisme d'assistance en matière de réserves, et d'autres l'ont approuvée étant entendu que ce mécanisme devrait être précisé. L'idée pourra être examinée de manière plus exhaustive en 2012, mais en aucune manière le mécanisme envisagé ne serait obligatoire. Il ne saurait non plus être question de singer les mécanismes existants dans le cadre de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe; c'est précisément parce que les cadres sont différents que des solutions nouvelles doivent être recherchées. La formulation de réserves aux traités ou d'objections aux réserves n'est pas l'apanage des seuls pays riches disposant de services juridiques étoffés, et pourtant les pays en développement manquent souvent des ressources nécessaires pour résoudre les questions techniques que soulèvent les réserves. Le mécanisme proposé vise à les aider à cet égard, et la recommandation n'est que l'esquisse des plus amples réflexions qui s'imposent.

4. S'agissant des méthodes de travail de la CDI et de sa relation avec la Commission, le Rapporteur spécial dit que les 22 ans qu'il a passés au service de cet organe lui permettent de faire observer franchement que le véritable dialogue dont les membres de la Commission ont souligné à maintes reprises qu'il était impératif n'aura jamais lieu si le statu quo persiste. La

<sup>1</sup> À paraître.

présence de membres de la CDI aux réunions des conseillers juridiques de la Commission est à peine tolérée, et tout dialogue interactif est réduit à sa plus simple expression, y compris en ce qui concerne le rapport actuellement à l'examen. La vérité est que la Commission ne s'intéresse guère à la CDI, un héritage soigneusement préservé qui n'a pas connu de changements véritablement radicaux depuis sa création en 1948. La Commission a fréquemment critiqué les propositions faites par la CDI quant aux sujets à étudier, parfois à juste titre, mais c'est aux États qu'il incombe de formuler des propositions positives en retour. Si la CDI est tout à fait prête à accueillir de telles propositions – sinon des directives expresses – de la Commission, cela fait de nombreuses années qu'il n'en a pas été formulées.

5. Selon une autre critique souvent entendue, la CDI ne produirait plus guère que du « droit mou ». Si cette critique était fondée, la CDI ne répondrait guère à sa vocation. Mais, encore une fois, c'est aux États et à l'Assemblée générale de transformer les projets d'articles élaborés par la CDI en « droit dur ». Comme elle l'indique dans son rapport, la CDI poursuit ses efforts pour réformer ses méthodes de travail, notamment à la lumière des propositions généralement raisonnables de son Groupe de travail sur les méthodes de travail. La Commission serait peut-être bien avisée de faire de même en constituant son propre groupe de travail à cette fin.

6. Quant à la critique concernant la qualité des membres de la CDI, elle devrait plutôt être adressée aux États qui présentent des candidats et à l'Assemblée générale, qui a la charge de les élire. Soulignant l'importance cruciale de l'indépendance des membres de la CDI, M. Pellet donne lecture de l'extrait suivant d'une résolution sur la position du juge international adoptée par l'Institut de droit international en septembre 2011, qui vaut tout autant pour les élections à la CDI : « Le choix des juges doit être opéré en prenant avant tout en considération les qualifications des candidats, dont les autorités politiques doivent être pleinement informées. Il convient notamment de souligner que les élections des juges ne doivent pas faire l'objet de tractations préalables au cours desquelles les votes pour ces élections seraient subordonnés à des votes dans d'autres élections ».

7. **M. Gaja** (Rapporteur spécial sur la responsabilité des organisations internationales) dit que son appréciation de l'attitude bienveillante manifestée par

certaines délégations à l'égard du projet d'articles sur la responsabilité des organisations internationales n'entend pas être l'expression d'un déplaisir face à certaines critiques, lesquelles ont toujours contribué par le passé à promouvoir des améliorations et continueront à n'en pas douter à le faire. Il souscrit pleinement au contenu du commentaire général introductif, très bien accueilli, expliquant le but et le caractère général du projet d'articles, qui représente la première tentative faite pour circonscrire la responsabilité internationale des organisations internationales dans un cadre juridique exhaustif. Comme l'a fait observer la Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques et Conseillère juridique de l'Organisation des Nations Unies elle-même, ce domaine du droit pourrait avoir des implications importantes pour l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, tant actuellement que dans les années à venir.

8. En l'absence de tout autre texte, la pratique contemporaine, y compris la jurisprudence internationale et nationale, a, cela n'est pas surprenant, d'emblée accordé un certain poids au projet d'articles. Dans la mesure où la CDI a toujours tenu compte de la grande diversité des organisations internationales existantes, plusieurs articles du projet ne contiennent que des règles générales, en complément ou à la place desquelles elle a toujours reconnu que des règles spéciales pouvaient s'appliquer, en particulier en ce qui concerne les relations entre une organisation internationale et ses membres. Elle n'a toutefois pas tenté d'identifier ces règles spéciales, pas plus qu'elle n'a trouvé de règles susceptibles d'être appliquées à des catégories d'organisations internationales. Seul le commentaire de l'article 64 contient un exemple possible de règle spéciale, à savoir l'attribution à l'Union européenne du comportement de ses États membres lorsqu'ils appliquent des décisions obligatoires de l'Union. Les organisations internationales n'ont en fait fourni que très peu d'exemples des règles spéciales sur lesquelles elles avaient tellement insisté dans leurs observations sur le projet d'articles.

9. Un autre argument fréquemment avancé est que certains des projets d'articles n'ont guère de pertinence pour la plupart des organisations internationales, voire n'en ont pas du tout. Sont notamment visées les dispositions sur la légitime défense, les contre-mesures et le contournement par une organisation internationale

d'une obligation internationale par le biais de décisions et autorisations destinées à ses membres, toutes dispositions qui figurent dans le projet pour le cas où un problème se poserait pour certaines organisations dans des circonstances particulières. Si ces dispositions n'avaient pas été incluses, les circonstances excluant l'illicéité, même si elles sont peut-être dénuées de pertinence pour la plupart des organisations internationales, ne pourraient être invoquées. L'inclusion de ces dispositions n'affecte toutefois en aucune manière les organisations qu'elles ne concernent pas.

10. En élaborant les projets d'articles, la CDI s'est efforcée de réunir et d'analyser des exemples de toutes les pratiques en vigueur et a aussi tenu compte des observations orales et écrites des membres de la Sixième Commission. À sa dernière session, elle a en outre examiné toutes les observations faites sur le projet d'articles adopté en première lecture, qu'elles aient été faites par la Commission ou présentées par écrit par les États avant et après la date limite fixée par l'Assemblée générale dans sa résolution sur le sujet. Il est toutefois regrettable que les États n'aient pas davantage mis à profit la possibilité de présenter des observations écrites afin d'améliorer encore les projets d'articles. Les observations de plusieurs organisations internationales ont aussi été examinées, et une réunion a été organisée avec la Conseillère juridique de l'Organisation des Nations Unies et les conseillers juridiques des institutions spécialisées. Les modifications apportées au texte eu égard à ces diverses contributions comprennent notamment un amendement de l'article 8, relatif à l'excès de pouvoir, qui dispose désormais que le comportement d'un organe ou agent d'une organisation internationale est imputable à celle-ci uniquement si « cet organe ou agent agit en qualité officielle et dans le cadre des fonctions générales de l'organisation ». Une des propositions qui n'a pas été acceptée visait à stipuler que le principe de la réparation intégrale ne s'appliquait pas aux organisations internationales au motif qu'il les exposerait à des risques excessifs, proposition que la CDI a rejetée, jugeant qu'il ne serait pas justifié de placer les organisations internationales dans une position plus favorable que les États.

11. Quelle que soit l'utilité de tels échanges et les souhaits de certaines organisations internationales, le texte du projet d'articles n'est pas négociable. Toutefois, il pourrait finalement faire l'objet de

négociations en fonction de la décision que prendra l'Assemblée générale s'agissant d'adopter une convention sur la base du projet d'articles, adoption qui ne pourra raisonnablement intervenir qu'après que le sort des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite aura été réglé. Dans l'intervalle, il conviendrait que l'Assemblée générale adopte une résolution dans laquelle elle prendrait note du projet d'articles et le reproduirait en annexe.

12. **M. Kamto** (Président de la Commission du droit international), présentant les chapitres VI, VIII et IX du rapport de la CDI sur la travaux de sa soixante-troisième session (A/66/10 et Add.1), dit qu'en 2011, la CDI a achevé la seconde lecture du projet d'articles sur le sujet « Effets des conflits armés sur les traités » (chap. VI). Ayant adopté ce projet d'articles et les commentaires y relatifs, elle a décidé, conformément à son statut, de recommander à l'Assemblée générale de prendre note du projet d'articles dans une résolution et d'annexer celui-ci à cette résolution, ainsi que d'envisager ultérieurement la possibilité d'élaborer une convention sur la base de ce projet.

13. Le Président de la CDI indique qu'il entend, dans sa présentation du sujet, mettre l'accent sur les changements de fond apportés en deuxième lecture à la version adoptée en première lecture en 2008. Le projet d'articles sur les effets des conflits armés est divisé en trois parties, dont la première, intitulée « Champ d'application et définitions », contient les projets d'articles 1 et 2. S'agissant du champ d'application du projet, le seul changement de fond consiste en l'ajout du membre de phrase « relations entre États en vertu d'un traité », une formule inspirée de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités. Ce changement a pour but de régler le problème posé par la version adoptée en première lecture, laquelle, en portant que le projet d'articles s'appliquait aux effets des conflits armés sur les traités entre États, semblait exclure les traités multilatéraux auxquels d'autres sujets de droit international, comme les organisations internationales, sont parties. Ce point a été précisé par un ajout apporté à la définition des traités. La CDI a en outre décidé que le projet d'articles s'appliquerait uniquement aux conflits armés internationaux qui, par leur nature et par leur portée, étaient susceptibles d'avoir un effet sur les relations conventionnelles entre États, considérant qu'étendre son champ d'application à tous les conflits internationaux, et impliquer ainsi qu'il pourrait avoir un effet sur les traités existants, pourrait fragiliser les

relations conventionnelles. La CDI a néanmoins préféré ne pas énoncer expressément cette restriction dans le projet d'article 1, puisqu'elle est implicitement contenue dans le terme « prolongé » utilisé dans la définition du conflit armé qui figure dans le projet d'article 2.

14. Dans ce projet d'article, la définition du terme « traité » a été modifiée pour confirmer que le projet s'appliquait également aux traités entre États auxquels des organisations internationales sont aussi parties. La principale modification concerne toutefois la définition du conflit armé. Eu égard aux propositions faites par les gouvernements et présentées en plénière à la CDI, la définition adoptée en première lecture a été remplacée par une version modifiée de la définition utilisée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) dans son arrêt *Tadić*. La modification porte sur la dernière partie, qui concerne le recours à la force armée entre des groupes armés organisés au sein d'un État et qui n'a pas été reprise parce qu'elle envisage des situations qui ne relèvent pas du projet d'articles.

15. La deuxième partie du projet, intitulée « Principes », comprend deux chapitres, dont le premier est consacré à l'application des traités en cas de conflits armés et le second aux autres règles se rapportant à l'application des traités. Le chapitre I, qui comprend les projets d'articles 3 à 7, est essentiel pour l'application de l'ensemble du projet. Le projet d'article 3 en fixe l'orientation fondamentale, à savoir qu'un conflit armé n'entraîne pas *ipso facto* l'extinction des traités ni la suspension de leur application. Le maintien en vigueur d'un traité se décide chaque fois au regard des circonstances. Les projets d'articles 4 à 7 sont censés aider à cette décision. En deuxième lecture, la CDI a décidé de réorganiser ces dispositions par ordre de priorité. La première étape consiste à examiner le traité même. Le projet d'article 4 dispose que lorsque le traité contient des dispositions portant sur son application dans des situations de conflit armé, ces dispositions s'appliquent. En l'absence d'une disposition expresse, l'article 5 prévoit qu'il faut alors recourir aux règles du droit international sur l'interprétation des traités afin de déterminer le sort du traité en cas de conflit armé. Si l'application de ces deux articles n'apporte aucune réponse décisive, il faut tenir compte de considérations extérieures au traité, et l'article 6 propose un certain nombre de facteurs contextuels qui peuvent être utiles

pour se prononcer dans un sens ou dans l'autre. Enfin, la décision peut être facilitée par l'article 7, qui renvoie à une liste indicative de traités, figurant en annexe, dont la matière implique qu'ils continuent de s'appliquer en tout ou en partie durant le conflit armé.

16. S'agissant du projet d'article 3 quant au fond, la CDI a décidé de ne pas retenir une formulation affirmative posant une présomption de continuité, estimant qu'il lui faudrait alors prévoir les cas où cette présomption ne s'appliquerait pas, c'est-à-dire les circonstances dans lesquelles le traité ne survivrait pas à un conflit armé, et que cette démarche nuirait à la stabilité des relations conventionnelles. Elle a donc maintenu l'orientation adoptée en première lecture. Le projet d'article 4 (7 en première lecture) a été placé après l'article 3 dans le reclassement par ordre de priorité déjà évoqué.

17. Le projet d'article 5 est nouveau, et il est né du débat sur l'opportunité d'inclure dans le projet d'article 4 adopté en première lecture une référence au critère de l'intention des parties et un renvoi aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui avait suscité des controverses tant à la CDI qu'à la Sixième Commission. Le problème était double : premièrement, comment lier l'intention des parties, critère subjectif, aux critères objectifs retenus dans la disposition et, deuxièmement, la question se posait de savoir s'il était réaliste d'évoquer l'intention des parties quant à l'effet de l'existence d'un conflit armé. La CDI a pris le parti de distinguer d'abord entre une solution trouvée dans le traité lui-même – par la voie de l'interprétation – solution consistant à prendre en considération les facteurs extérieurs au traité, la première faisant l'objet du nouveau projet d'article 5 et la seconde du projet d'article 6. En ce qui concerne la recherche d'une solution dans le traité lui-même, il faut encore décider si l'intention des parties est suffisante. Pour concilier les opinions divergentes exprimées sur ce point au fil des ans, la CDI a décidé de faire ouvertement référence aux « règles du droit international sur l'interprétation des traités ».

18. Le projet d'article 6 est donc une version modifiée de l'ancien projet d'article 4, exclusivement consacrée aux facteurs externes dont il convient de tenir compte pour déterminer si tel conflit armé a une incidence sur tel traité. En d'autres termes, une distinction est maintenant établie entre les facteurs liés au traité énoncés à l'alinéa a) et ceux qui tiennent aux

caractéristiques du conflit armé, exposés à l'alinéa b). Ce dernier établit un seuil supplémentaire destiné à restreindre la possibilité pour des États de se prévaloir de l'extinction ou de la suspension de l'application d'un traité, ou d'un droit de retrait, en se fondant sur leur participation à ce type de conflit. L'effet éventuel sera d'autant plus grand que l'intervention d'États tiers dans le conflit sera plus importante, et vice versa.

19. Le projet d'article 7 est une version révisée du projet d'article 5 adopté en première lecture. La CDI a décidé de reformuler cette disposition pour développer la variable « matière » mentionnée à l'alinéa a) de l'article 6 comme l'un des facteurs pouvant servir à déterminer si un traité est susceptible d'extinction ou de suspension en cas de conflit armé ou s'il peut faire l'objet d'un retrait. Cette disposition permet donc à la fois d'expliquer sur quelle base la CDI a établi la liste des traités annexée au projet dont la matière implique qu'ils continuent de s'appliquer, en tout ou en partie, durant un conflit armé, et de faire figurer dans le projet d'articles un renvoi explicite à l'annexe. L'annexe adoptée en première lecture a été conservée, à quelques retouches et ajouts près. La catégorie des traités relatifs à l'arbitrage commercial a été supprimée au motif que son inclusion dans l'annexe n'était pas justifiée par une pratique constante. La liste des traités n'a qu'une valeur indicative, elle ne suit pas d'ordre particulier et ne marque aucune hiérarchie entre les instruments. En outre, on ne saurait interpréter *a contrario* le fait que certains traités n'y figurent pas, puisque la survie d'un traité à un conflit armé continuera de dépendre de l'application des projets d'articles 4 à 6.

20. Le chapitre II de la deuxième partie, intitulé « Autres règles se rapportant à l'application des traités », comprend les projets d'articles 8 à 13. Le projet d'article 8, consacré à la conclusion des traités pendant un conflit armé, a été adopté sans modifications majeures par rapport à la version de la première lecture (le projet d'article 6). Le projet d'article 9 énonce l'obligation de notification qui s'impose à l'État qui a l'intention de mettre fin à un traité auquel il est partie, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application par suite d'un conflit armé. Un changement de fond a été apporté au paragraphe 3, qui indique désormais que toute objection à une notification doit être faite dans un délai « raisonnable ». Deux nouveaux paragraphes ont été ajoutés à ce qui était le projet d'article 8 adopté en première lecture. Aux termes du nouveau paragraphe 4,

si une objection a été formulée conformément au paragraphe 3, les États concernés cherchent une solution par les moyens indiqués à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Le nouveau paragraphe 5 vise à protéger les droits et obligations des États en matière de règlement des différends, dans la mesure où ils sont demeurés applicables en cas de conflit armé. Les projets d'articles 10 à 12 reprennent pour l'essentiel la version adoptée en première lecture. Le projet d'article 13, consacré à la remise en vigueur ou en application de relations conventionnelles après un conflit armé, combine les projets d'articles 18 et 12 adoptés en première lecture, repris à présent aux paragraphes 1 et 2.

21. Enfin, la troisième partie, intitulée « Divers », comprend les projets d'articles 14 à 18, maintenus pour l'essentiel sous la forme adoptée en première lecture, moyennant des modifications d'ordre rédactionnel. Il convient de noter que la CDI n'a pas retenu les propositions tendant à étendre le champ d'application du projet d'article 15 au-delà des actes d'agression pour y inclure l'emploi de la force en violation de l'alinéa 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. De plus, le projet d'article 16 est désormais placé juste après le nouveau projet d'article 15 de manière à le regrouper avec les autres clauses de sauvegarde qui figurent à la fin du projet. De plus, la référence aux décisions prises par le Conseil de sécurité « conformément aux dispositions du Chapitre VII » de la Charte des Nations Unies a été supprimée parce que les décisions que prend le Conseil en s'autorisant d'autres dispositions de la Charte peuvent également être pertinentes. Compte tenu du projet d'article 4, la référence à l'accord des parties a été supprimée de ce qui est devenu le projet d'article 18.

22. En conclusion de sa présentation du projet d'articles, le Président de la CDI appelle l'attention sur les paragraphes 98 et 99 du rapport de la CDI, dans lesquels celle-ci rend hommage au Rapporteur spécial, M. Lucius Caflisch, dont la direction avisée lui a permis d'achever ses travaux avec succès, et exprime sa gratitude à son prédécesseur, Sir Ian Brownlie.

23. S'agissant du chapitre VIII du rapport de la CDI (Expulsion des étrangers), le Président de la CDI indique que celle-ci était saisie du deuxième additif du sixième rapport (A/CN.4/625/Add.2) et du septième rapport (A/CN.4/642) du Rapporteur spécial, ainsi que des commentaires et observations des Gouvernements (A/CN.4/604 et A/CN.4/628 et Add.1). Le deuxième

additif du sixième rapport, qui contenait les derniers projets d'articles que le Rapporteur spécial proposait sur le sujet, achevait d'abord l'examen des procédures d'expulsion et abordait ensuite les conséquences juridiques de l'expulsion, sous l'angle des droits de l'étranger expulsé et de la responsabilité de l'État expulsant. Le septième rapport revêtait un caractère essentiellement informatif. Il donnait d'abord un aperçu de certains développements récents relatifs au sujet, en évoquant dans un premier temps des développements nationaux et en analysant ensuite les passages pertinents de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice en l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo*. Un récapitulatif restructuré des projets d'articles y était également proposé.

24. Les questions générales abordées durant le débat sur le sujet, résumé aux paragraphes 229 à 263 du rapport de la CDI, comprenaient notamment l'impact potentiel des projets d'articles proposés sur la pratique des États; la mesure dans laquelle ces projets d'articles relèvent de la codification ou du développement progressif du droit international; l'importance de la prise en compte de la pratique contemporaine, la mesure dans laquelle la pratique et la jurisprudence relatives à des régimes spéciaux, comme le droit de l'Union européenne, doivent être prises en considération; et la nécessité d'assurer une meilleure coopération entre les États concernés, y compris l'État de nationalité de l'étranger objet de l'expulsion. La forme que pourrait revêtir le produit final des travaux a également été envisagée.

25. Pour ce qui est de l'exécution de la décision d'expulsion, qui fait l'objet du projet d'article D1 (Retour de l'étranger objet de l'expulsion vers l'État de destination), certains ont salué l'approche visant à encourager le départ volontaire de l'étranger frappé d'expulsion dans la mesure où les démarches entreprises à cet effet n'aboutissent pas à des pressions indues sur cet étranger. Selon un autre avis, il convenait de mieux faire ressortir que le départ volontaire n'était qu'une option, la pratique étant insuffisante pour fonder une obligation pour l'État expulsant d'encourager l'exécution volontaire de la décision d'expulsion. Quant à l'exécution de celle-ci, il a aussi été proposé de s'interroger sur l'opportunité du placement en détention d'un étranger en attente d'expulsion, du moins en l'absence de réels motifs d'ordre public ou de sécurité nationale.

26. S'agissant du projet d'article E1 (État de destination de l'étranger expulsé), le débat a porté sur la priorité devant être accordée à l'État de nationalité de l'étranger en cause; sur la prise en compte du choix de l'intéressé quant à l'État de destination; et sur la question de savoir si d'autres États que celui de la nationalité, notamment l'État de résidence, l'État de délivrance du passeport ou l'État d'embarquement, pourraient, dans certaines situations, être tenus de l'accueillir.

27. Certains membres ont appuyé le projet d'article F1 (Protection des droits de l'homme de l'étranger objet de l'expulsion dans l'État de transit), qui prévoit l'application mutatis mutandis à l'État de transit des règles applicables dans l'État expulsant. D'autres membres ont considéré que cette disposition devait être clarifiée; on a dit en particulier que l'État de transit était seulement tenu de respecter ses propres obligations, et non celles qui, par hypothèse, ne liaient que l'État expulsant.

28. Quant à la protection des biens de l'étranger objet de l'expulsion, plusieurs membres ont appuyé le projet d'article G1 énonçant, d'une part, l'interdiction de l'expulsion d'un étranger pour confisquer ses biens, et abordant, d'autre part, la question de la protection, de la libre disposition et de la restitution des biens. Des doutes ont toutefois été exprimés sur l'opportunité d'énoncer une interdiction d'une expulsion à des fins confiscatoires, compte tenu notamment de la difficulté d'apprécier objectivement les intentions réelles de l'État expulsant. Parmi les autres questions évoquées, peuvent être mentionnées celle de savoir s'il convient ou non de distinguer, dans le contexte de la protection des biens, entre étranger légalement ou illégalement présent sur le territoire de l'État expulsant, la relation entre l'obligation de restitution énoncée au projet d'article G1 et le droit d'un État d'exproprier, sous certaines conditions, les biens d'un étranger, ou encore le cas particulier des biens qui auraient été acquis illégalement.

29. La question du droit de retour dans l'État expulsant (projet d'article H1) en cas d'expulsion illicite a fait l'objet de vives discussions, notamment sur l'existence d'un tel droit *de lege lata* ou *de lege feranda*, ainsi que sur les conditions de son exercice et ses possibles implications. Si certains membres pensaient que le projet d'article H1, proposé à titre de développement progressif, offrait une solution équilibrée à cet égard, d'autres ont estimé que sa portée

était trop large. Il a notamment été proposé de limiter la reconnaissance du droit au retour aux cas dans lesquels la décision d'expulsion serait annulée pour des motifs de fond, voire aux seuls cas où une règle substantielle du droit international aurait été violée. On a également soutenu que seuls les étrangers légalement présents sur le territoire de l'État expulsant pouvaient bénéficier d'un droit au retour en cas d'expulsion illicite.

30. Le projet d'article I1 (Responsabilité de l'État en cas d'expulsion illicite) a recueilli un large appui. Certains membres ont appelé à la prudence en ce qui concerne la notion de préjudice particulier lié à l'interruption du « projet de vie », reconnue par la Cour interaméricaine des droits de l'homme, que le Rapporteur spécial avait proposé d'aborder dans le commentaire.

31. Certains membres ont appuyé le projet d'article J1 (Protection diplomatique) tandis que d'autres estimaient qu'il suffisait de mentionner cette institution juridique dans le commentaire du projet d'article I1. Quelques membres ont suggéré d'inclure, dans le projet d'article ou dans le commentaire, une référence aux recours individuels dont pourrait bénéficier un étranger objet d'une expulsion en vertu des traités relatifs à la protection des droits de l'homme.

32. S'agissant de l'expulsion en rapport avec l'extradition, qui fait l'objet d'un projet d'article 8 révisé reproduit dans la note 540 du rapport de la CDI (A/66/10), des positions discordantes ont été exprimées sur l'opportunité d'y consacrer une disposition et sur la teneur éventuelle de celle-ci.

33. La question du droit de recours contre une décision d'expulsion a fait l'objet de vifs débats. Certains membres partageaient l'avis du Rapporteur spécial selon lequel ce droit était déjà couvert par le projet d'article C1 et il était inutile d'y consacrer un projet d'article distinct, en vue notamment des importantes variations dans les législations et les pratiques nationales. D'autres membres estimaient que, dans la mesure où ce droit était reconnu par le droit international coutumier, il méritait un projet d'article spécifique. Des positions divergentes ont été exprimées quant à l'opportunité de formuler une règle, dans le cadre du développement progressif, concernant l'effet suspensif d'un recours contre une décision d'expulsion. Certains membres ont fait observer qu'à défaut d'effet

suspensif, un tel recours ne serait pas effectif, tandis que d'autres ont soutenu que la reconnaissance de l'effet suspensif empêcherait l'exercice effectif du droit d'expulsion, et que l'effet suspensif présentait certains inconvénients liés à l'incertitude juridique résultant de la lenteur des procédures.

34. À l'issue du débat, la CDI a décidé de renvoyer au Comité de rédaction les projets d'articles D1, E1, G1, H1, I1 et J1, tels qu'ils figurent dans l'additif II du sixième rapport; le projet d'article F1, figurant également dans cet additif, tel que révisé par le Rapporteur spécial durant la session; et le projet d'article 8, dans sa version révisée qu'avait présentée le Rapporteur spécial à la soixante-deuxième session. La CDI a aussi décidé de renvoyer au Comité de rédaction le récapitulatif restructuré des projets d'articles qui figurait dans le septième rapport du Rapporteur spécial.

35. Le Comité de rédaction a ainsi presque achevé ses travaux sur les projets d'articles relatifs à l'expulsion des étrangers, en vue de leur présentation à la CDI pour adoption en première lecture en 2012. Entre-temps, la CDI a sollicité des observations des États sur la question, qui a été débattue, de l'effet suspensif des recours formés contre les décisions d'expulsion. À cet égard, le Président de la CDI appelle l'attention sur les paragraphes 40 à 42 du chapitre III du rapport de la CDI.

36. Présentant le chapitre IX du rapport (Protection des personnes en cas de catastrophe), le Président de la CDI indique que celle-ci a adopté à titre provisoire les projets d'articles 6 à 9 (A/CN.4/L.776), ainsi que les commentaires, adoptés provisoirement par le Comité de rédaction en 2010 mais dont la CDI n'avait pu, faute de temps, que prendre note. Elle a examiné le quatrième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet (A/CN.4/643 et Corr.1), qui contenait des propositions pour les projets d'articles 10 à 12, avant d'élaborer une version provisoire des projets d'articles 10 et 11, ainsi que les commentaires y relatifs. Le Comité de rédaction n'a pu achever ses travaux concernant le projet d'article 12 faute de temps et la CDI devrait finir de l'examiner en 2012.

37. Le projet d'article 6 rappelle les principes humanitaires essentiels applicables en cas de catastrophe, à savoir les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, qui sont bien établis et reconnus comme les fondements de l'aide humanitaire



et consacrés dans beaucoup d'instruments et de textes, notamment des résolutions de l'Assemblée générale. Le principe d'humanité constitue la clé de voûte de la protection des personnes en droit international, le principe de neutralité vise le caractère apolitique de la réaction en présence de catastrophes et le principe d'impartialité renvoie à la qualité de la réaction, au sens où celle-ci doit répondre aux besoins essentiels des personnes touchées. Ce dernier principe a trois composantes : la non-discrimination, la proportionnalité entre le degré de souffrance et le degré d'urgence et l'impartialité proprement dite, qui renvoie à l'obligation de ne pas faire de distinction fondamentale entre les personnes sur des critères autres que la nécessité. Le principe de non-discrimination traduit l'égalité intrinsèque de toutes les personnes et l'idée qu'il ne peut être établi de distinction de caractère défavorable entre elles. La CDI a décidé que la non-discrimination devrait être visée comme un principe autonome compte tenu de son importance pour le sujet.

38. Le projet d'article 7 a trait au concept de la dignité humaine, principe fondamental qui sous-tend tous les droits de l'homme. S'il est voisin du principe d'humanité visé dans le projet d'article 6, il s'en distingue néanmoins. Dans le contexte de la protection des personnes en cas de catastrophe, la dignité humaine constitue un principe directeur, tant pour toute mesure à prendre dans le contexte de la fourniture des secours que pour l'évolution du droit relatif à la réaction en cas de catastrophe.

39. Le projet d'article 8 consacre le droit des victimes de catastrophes au respect de leurs droits, d'où l'obligation correspondante, implicite, de respecter ces droits. Cette disposition a été incluse dans le projet d'articles pour indiquer d'une manière générale l'existence d'obligations en matière de droits de l'homme, sans aller jusqu'à préciser, développer ou qualifier ces obligations. La référence aux « droits de l'homme » vise aussi bien les droits substantiels que leurs limitations, comme la faculté de dérogation, reconnus par le droit international positif des droits de l'homme.

40. Le projet d'article 9 porte sur le rôle de l'État affecté. Le paragraphe 1 énonce l'obligation de cet État d'assurer la protection des personnes et la fourniture de secours conformément au droit international, et le paragraphe 2 affirme que c'est à l'État affecté qu'il incombe au premier chef d'intervenir en cas de catastrophe sur son territoire. Dans son ensemble, le

projet d'article 9 repose sur les principes fondamentaux de souveraineté et de non-intervention respectivement, tels que consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans de nombreux instruments internationaux.

41. Le projet d'article 10 vise le cas particulier de la catastrophe qui dépasse la capacité d'intervention de l'État. Dans un tel cas, l'État affecté a l'obligation de rechercher une assistance auprès des autres États, de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales compétentes. La CDI considère que cette coopération est justifiée et nécessaire dans la mesure où la capacité de l'État affecté est insuffisante.

42. Le projet d'article 11 traite du consentement de l'État touché à la fourniture d'une assistance extérieure. Dans son ensemble, il crée pour les États affectés un régime de consentement conditionnel dans le domaine des opérations de secours en cas de catastrophe. Le paragraphe 1 énonce le principe essentiel selon lequel la mise en œuvre de l'assistance internationale est subordonnée au consentement de l'État affecté. Le paragraphe 2 stipule que ce consentement ne peut pas être refusé arbitrairement, et le paragraphe 3 impose à l'État affecté l'obligation de faire connaître dans la mesure du possible sa décision au sujet de l'assistance offerte.

43. Comme déjà indiqué, la CDI n'a pas été en mesure d'achever l'examen de la proposition du Rapporteur spécial pour le projet d'article 12, sur le droit des tiers, notamment des États, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, d'offrir leur assistance.

44. En conclusion, le Président de la CDI appelle l'attention sur le chapitre III du rapport de celle-ci, en particulier ses paragraphes 43 et 44, où la CDI rappelle que toute information sur la pratique des États en la matière serait bienvenue, y compris tous exemples tirés de la législation interne. Elle souhaiterait en particulier obtenir des renseignements et des observations sur tel ou tel problème d'ordre juridique et institutionnel précis survenant en cas de catastrophe ou à l'occasion de la fourniture des secours. De plus, étant d'avis que les États ont le devoir de coopérer avec l'État affecté, elle invite les gouvernements à dire si, selon eux, cette obligation englobe pour les États celle de fournir une assistance quand l'État affecté le leur demande.

45. **M. Gussetti** (Observateur de l'Union européenne), parlant au nom de l'Union et au nom des

pays candidats, la Croatie, l'Islande, le Monténégro et l'ex-République yougoslave de Macédoine, des pays du processus de stabilisation et d'association, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, ainsi que de la République de Moldova, dit que comme sa délégation l'a déjà souligné, en insistant dans son sixième rapport (A/CN.4/625 et Add.1 et 2) sur le rôle de modèle que pourraient jouer le droit et la jurisprudence de l'Union européenne dans l'élaboration des projets d'articles sur l'expulsion des étrangers, le Rapporteur spécial n'a pas tenu suffisamment compte de la distinction fondamentale qui apparaît dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne entre les normes applicables aux citoyens européens et aux citoyens non européens, respectivement. Le rapport en question n'indique pas non plus que selon le droit de l'Union européenne, les normes applicables aux citoyens de l'Union européenne en matière d'expulsion ne peuvent être automatiquement transposés aux étrangers. De plus, ce rapport a tendance à se fonder sur une documentation de l'Union européenne quelque peu obsolète, notamment des textes législatifs qui ont été abrogés ou remplacés. Dans sa lettre adressée en réponse à la demande de renseignements spécifiques figurant dans le rapport de la CDI pour 2009 (A/64/10), la délégation de l'Union a exposé en détail le droit et la jurisprudence de l'Union européenne sur le sujet, et communiqué le texte de la législation pertinente et celui d'un accord de réadmission, dont ni l'un ni l'autre ne semblent avoir été distribués aux membres de la CDI ni examinés par le Rapporteur spécial.

46. La législation de l'Union européenne la plus pertinente en la matière est la Directive 2008/115/CE relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, la Directive relative au retour, qui énonce des règles communes claires, transparentes et équitables en ce qui concerne le retour, l'éloignement, la détention et la réadmission, en tenant pleinement compte du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales des personnes concernées. Elle définit le cadre juridique commun obligatoire d'une politique européenne en matière de retour et garantit que tous les retours s'effectuent dans le respect du principe d'humanité et de la dignité des intéressés. Les principales dispositions de cette directive prévoient notamment : l'obligation de respecter une procédure équitable et transparente s'agissant des décisions

relatives au retour et à l'éloignement des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière; l'obligation pour les États membres soit d'assurer le retour de ces ressortissants soit de leur accorder un statut juridique, ce afin d'éviter les situations d'incertitude juridique; la promotion du principe du départ volontaire par l'établissement d'une règle générale selon laquelle un certain délai doit normalement être accordé pour le départ volontaire; la garantie d'un ensemble minimum de droits fondamentaux au bénéfice des ressortissants de pays tiers en instance d'éloignement, y compris l'accès à des soins de santé et à l'éducation pour les enfants; la limitation du recours à des mesures coercitives aux fins d'éloignement, avec l'obligation de veiller à ce que de telles mesures ne soient pas excessives ni disproportionnées; la nécessité de conférer une dimension européenne aux effets des mesures nationales de retour par l'instauration d'une interdiction d'entrée sur le territoire de tous les États membres de l'Union; et la limitation du recours à la détention aux fins d'éloignement, qui doit être subordonné au respect du principe de proportionnalité, et la mise en place de garanties minimales pour les détenus.

47. La Directive est également le premier instrument juridique de l'Union européenne qui prévoit une liste commune de droits précis dont jouissent les ressortissants des pays tiers en séjour irrégulier, lesquels jouissent désormais, en particulier, du droit au non-refoulement, que le droit de l'Union européenne ne garantissait jusqu'alors qu'aux demandeurs d'asile.

48. La délégation de l'Union européenne pense avec la CDI que les pratiques et la jurisprudence découlant de régimes spéciaux, y compris le droit de l'Union européenne, doivent être traitées avec prudence, compte tenu de questions comme les distinctions fondamentales déjà soulignées. Toutefois, il y aura bientôt plus de 30 États de l'Union européenne dotés de normes juridiques établies correspondant aux dispositions de la Directive relative au retour, qui définit les normes de traitement des ressortissants des pays non membres de l'Union européenne. Certaines des garanties applicables aux non-nationaux de l'Union européenne peuvent donc être pertinentes dans la formation du droit international dans la mesure où elles constituent une pratique des États.

49. En ce qui concerne les décisions de justice récentes intéressant le sujet, le 28 avril 2011 la Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt

important dans une affaire pénale intéressante et lourde de conséquences (affaire C-61/11 PPU) intentée contre un ressortissant d'un pays tiers, M. El Dridi, qui avait été condamné en Italie à un an d'emprisonnement pour être demeuré irrégulièrement en territoire italien sans motif valable, en violation d'un ordre d'éloignement émis à son encontre. Après avoir examiné les dispositions pertinentes de la Directive relative au retour, et noté que celle-ci exigeait le respect du principe de proportionnalité ainsi que celui, notamment, des droits fondamentaux à toutes les étapes de la procédure de retour, la Cour a conclu qu'un État membre de l'Union européenne lié par la Directive ne pouvait dans sa législation nationale prévoir le prononcé d'une peine de prison contre un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier au seul motif que ce dernier demeurait sans motif valable sur son territoire alors qu'il lui avait été ordonné de le quitter dans un délai donné.

50. S'agissant de savoir si les recours contre une décision d'expulsion ont un effet suspensif, aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'article 13 de la Directive sur le retour, les ressortissants de pays tiers doivent disposer d'un recours effectif contre les décisions relatives au retour ou pouvoir en demander le réexamen, et l'autorité saisie est compétente pour réexaminer ces décisions, et peut notamment en suspendre temporairement l'exécution.

51. En bref, la législation de l'Union européenne et la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relatives aux ressortissants de pays tiers intéressent incontestablement le sujet, en ce qu'elles font partie de la pratique régionale des États qui lie les États membres de l'Union européenne, ainsi qu'un nombre important d'autres États européens membres de l'Organisation des Nations Unies. Il convient donc d'en tenir dûment compte aux fins de l'élaboration de projets d'articles et de commentaires faisant autorité.

52. S'agissant de la protection des personnes en cas de catastrophe, les travaux menés jusqu'ici par la CDI pour élaborer un projet d'articles sont particulièrement actuels étant donné le nombre et la violence croissante des catastrophes naturelles, les nombreux défis interconnectés que connaît le monde d'aujourd'hui, les problèmes liés à l'accès humanitaire et la nécessité de combler les lacunes du régime international de protection. L'Union européenne fournissant une part importante de l'aide humanitaire internationale et étant un acteur clé dans la fourniture de secours d'urgence

aux victimes de catastrophes naturelles ou dues à l'activité humaine, la délégation de l'Union européenne appuie vigoureusement le renforcement continu du système humanitaire international. Elle est aussi fermement convaincue que les travaux de la CDI sur le sujet contribueront au respect du régime juridique international concernant la protection des personnes en cas de catastrophe et renforceront ce régime.

53. L'Union européenne dispose de deux instruments principaux, à savoir l'aide humanitaire et la protection civile, pour assurer la fourniture rapide et efficace de secours aux personnes confrontées aux conséquences immédiates des catastrophes. En matière d'assistance, la compétence de l'Union européenne et la gestion des opérations d'aide humanitaire sont régies, respectivement, par l'article 4, paragraphe 4, et l'article 214, paragraphes 1 et 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Les opérations de protection civile sont quant à elles régies par le Règlement du Conseil (CE) No. 1257/96 en date du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire, qui lie l'ensemble des 27 membres de l'Union européenne. Le résultat concret est la fourniture de fonds à quelque 200 partenaires, dont des organisations non gouvernementales, des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et un certain nombre d'institutions spécialisés d'États membres de l'Union européenne. La politique générale en matière d'aide humanitaire est reflétée dans le Consensus européen sur l'aide humanitaire, un document qui n'est pas juridiquement contraignant mais n'en définit pas moins une approche commune qui guide l'action de l'Union européenne et de ses États membres lorsqu'ils fournissent une aide humanitaire à des pays tiers.

54. Pour ce qui est de la protection civile, l'Union européenne encourage et facilite la coopération entre les États participant au Mécanisme communautaire de protection civile et à l'Instrument financier pour la protection civile, dont relèvent non seulement tous les membres de l'Union européenne, mais aussi la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Une assistance reposant sur les ressources mises à disposition par les États membres est fournie à des États de l'Union et des États tiers frappés par des

catastrophes, à la demande du gouvernement du pays concerné.

55. S'agissant du sujet de la protection des personnes tel qu'examiné dans le dernier rapport de la CDI (A/66/10), la délégation de l'Union européenne se félicite des efforts faits pour clarifier le cadre juridique spécifique touchant l'accès aux situations de catastrophe, l'inclusion des principes fondamentaux régissant les secours en cas de catastrophe dans le projet d'articles sur le sujet et la reconnaissance à titre provisoire de diverses obligations s'imposant aux États affectés. Elle appuie l'article 9, tel que provisoirement adopté par la CDI, concernant l'obligation de l'État affecté d'assurer la protection des personnes et de fournir des secours et une assistance en cas de catastrophe sur son territoire, en notant qu'une obligation comparable a été expressément reconnu dans le Consensus européen sur l'aide humanitaire et est également mentionnée dans la législation de l'Union européenne, en particulier dans la décision du Conseil instituant l'Instrument financier pour la protection civile.

56. La délégation de l'Union européenne souscrit au postulat, exposé aux articles 10 et 11, selon lequel c'est à l'État affecté qu'il incombe au premier chef d'assurer la protection des personnes. À cet égard, elle appelle l'attention de la CDI sur le préambule du Règlement No. 1257/96 du Conseil, déjà mentionné, concernant l'aide humanitaire, aux termes duquel « [...] les populations en détresse, victimes de catastrophes naturelles, d'événements tels que les guerres ou les conflits ou d'autres circonstances extraordinaires comparables, ont le droit de recevoir une assistance humanitaire internationale lorsqu'il s'avère qu'elles ne peuvent être efficacement secourues par leurs propres autorités ».

57. Enfin, sur un point plus technique et à la lumière des activités que mène l'Union européenne et ses organisations partenaires, la délégation de l'Union européenne se félicite que la CDI ait reconnu le rôle des organisations internationales et autres acteurs humanitaires dans la protection des personnes en cas de catastrophe aux projets d'articles 5, 7 et 10, tels que provisoirement adoptés, et au projet d'article 12, qui a été renvoyé au Comité de rédaction. Toutefois, la référence dans ces dispositions à l'Organisation des Nations Unies, aux autres organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales compétentes

amène à se demander si les organisations d'intégration régionale, comme l'Union européenne, sont aussi concernées. Pour dissiper tous doutes à ce sujet, les organisations d'intégration régionale devraient être expressément mentionnées dans les projets d'articles ou le fait qu'elles sont concernées devrait être clairement indiqué dans les commentaires.

58. **M<sup>me</sup> Kaukoranta** (Finlande), parlant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que les pays nordiques appuient l'approche générale adoptée par la CDI dans ses recommandations à l'Assemblée générale en ce qui concerne le projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités. Ce projet d'articles devrait aussi s'appliquer aux effets d'un conflit armé interne sur les relations conventionnelles entre l'État concerné et avoir un champ d'application assez large pour couvrir les cas dans lesquels un des États parties au traité est partie à un conflit armé. La formulation de l'article 1 est donc la bienvenue à ces deux égards. La définition de l'expression « conflit armé », qui figure à l'alinéa b) de l'article 2, est elle aussi satisfaisante car elle en reflète exactement la signification en droit international humanitaire tout en tenant compte du contexte spécifique du projet d'articles. L'article 6 est lui aussi satisfaisant, en ce qu'il explique les étapes successives de la détermination des facteurs indiquant une possibilité d'extinction, de retrait ou de suspension. Quant à la liste indicative de traités visés à l'article 7, il aurait été préférable de la faire figurer dans le commentaire de cet article. La présomption de maintien en vigueur des traités a toujours été défendue par les pays nordiques, même si certaines dispositions d'un traité maintenues en vigueur n'ont pas nécessairement à être appliquées telles quelles, eu égard à la nécessité de tenir compte des principes fondamentaux du droit conventionnel durant les conflits armés. On aurait pu par exemple formuler un article contenant une déclaration de principe à cet effet.

59. Les pays nordiques ne sont pas les seuls à être sceptiques quant à l'utilité des travaux menés par la CDI pour identifier des règles générales de droit international concernant l'expulsion des étrangers. Dans la mesure où un important corpus de règles régionales détaillées est déjà en place, le temps et les ressources limitées dont dispose la CDI seraient mieux utilisés pour les travaux sur les autres sujets, plus importants, inscrits à l'ordre du jour.

60. S'agissant du sujet « Protection des personnes en cas de catastrophe », c'est à l'État affecté qu'il incombe au premier chef de protéger les personnes et d'apporter les secours en cas de catastrophe en organisant, coordonnant et mettant en œuvre l'aide humanitaire sur son territoire. Bien que cet État soit le mieux placé pour évaluer les besoins à cet égard, sa responsabilité ne doit pas demeurer exclusive. Il faut donc se féliciter des efforts faits par le Rapporteur spécial pour trouver l'équilibre approprié, à l'article 10, entre la souveraineté de l'État et l'obligation de rechercher de l'assistance, ainsi que de la disposition fondamentale qui figure l'article 11 concernant l'obligation des États de ne pas refuser arbitrairement leur consentement à l'assistance extérieure. En ce qui concerne la poursuite des travaux sur l'article 12 (Droit d'offrir son assistance), les pays nordiques constatent et apprécient l'intérêt que porte la communauté internationale à la protection des personnes au cas où une catastrophe dépasse la capacité d'intervention de l'État affecté, sa responsabilité à cet égard devant être considérée comme complémentaire, l'État affecté étant au premier chef responsable de la protection des personnes sur son territoire. Comme indiqué par le Rapporteur spécial, l'offre d'assistance est une expression de solidarité.

61. **M<sup>me</sup> Defensor Santiago** (Philippines) dit que le point de départ et le cadre de référence s'agissant des effets des conflits armés sur les traités doivent toujours être l'engagement pris par les États aux termes de la Charte des Nations Unies de prévenir les conflits et de régler pacifiquement leurs différends, en ayant à l'esprit leur responsabilité individuelle et collective, vitale et continue, de maintenir la sécurité et la stabilité des relations au sein de la communauté des nations dans le contexte des obligations conventionnelles. Avec les garanties voulues en place, il est en outre dans l'intérêt des États de s'intéresser à la question de ces effets sur les traités. La délégation philippine se félicite donc du principe général énoncé à l'article 3 et de la manière instructive et illustrative dont les articles 4, 5 et 6 développent ce principe.

62. Couvrant des domaines comme le règlement international des différends par des moyens pacifiques, la protection nationale de l'environnement et les relations diplomatiques et consulaires, la liste indicative de traités visée à l'article 7 n'implique aucune hiérarchie et reflète à juste titre les obligations ne pouvant être suspendues en cas de conflit armé eu

égard à la valeur des principes en question et à leur importance pour la communauté internationale. Avec l'article 10 (Obligations imposées par le droit international indépendamment d'un traité), l'article 7 consolide encore la stabilité des obligations de l'État et met l'accent sur l'état de droit en cas de conflit armé.

63. Pour ce qui est des autres articles du projet, l'expression « conflit armé » est particulièrement intéressante en ce que, telle que définie à l'article 2, elle permet de prendre en compte les effets d'un conflit armé non international sur les traités. Le terme « prolongé » établit un seuil, et cet aspect du projet d'articles appelle un réexamen et des éclaircissements.

64. **M. Koh** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se réjouit que le projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, tel qu'adopté en seconde lecture, préserve raisonnablement la continuité des obligations conventionnelles durant un conflit armé, tout en tenant compte des impératifs militaires particuliers et en donnant des indications pratiques aux États s'agissant d'identifier les facteurs permettant de déterminer si un traité doit demeurer en vigueur en cas de conflit armé. Toutefois, définir l'expression « conflit armé » risque d'être source de confusion contreproductive, étant donné la grande diversité d'opinions à cet égard. La définition figurant à l'alinéa b) de l'article 2 devrait indiquer clairement que l'expression « conflit armé » renvoie aux conflits visés, respectivement, par les articles 2 et 3 communs des Conventions de Genève. La définition de l'arrêt *Tadić* est une référence utile mais n'est pas adaptée à tous les contextes, alors que celle figurant dans ces deux articles communs est presque universellement acceptée par les États. De plus, l'article 15 (Interdiction pour l'État qui commet une agression d'en tirer avantage) ne doit pas être interprété comme signifiant que les recours illicites à la force n'allant pas jusqu'à l'agression échappent nécessairement à cette disposition.

65. S'agissant de la recommandation de la CDI selon laquelle l'Assemblée générale devrait envisager à un stade ultérieur l'élaboration d'une convention sur la base du projet d'articles, la délégation des États-Unis considère que c'est pour aider les États à déterminer l'effet de conflit armé spécifique sur leurs relations conventionnelles que le projet d'articles devrait être utilisé. De plus, étant donné ses vues sur l'alinéa b) de l'article 2 et l'article 15, la délégation des États-Unis n'est pas favorable à l'élaboration d'une telle

convention. L'Assemblée générale devrait simplement prendre note que projet d'articles et encourager son utilisation par les États au cas par cas.

66. Le projet d'articles révisé sur l'expulsion des étrangers traite de questions complexes et mérite donc d'être étudié avec soin. La méthodologie est vitale s'agissant de mettre en balance la nécessité de protéger les personnes et celle d'éviter de restreindre indûment le droit souverain des États de contrôler l'admission sur leur territoire et d'appliquer leurs lois sur l'immigration. L'accent devrait donc être mis essentiellement sur les principes juridiques bien établis énoncés dans le texte des conventions universelles sur les droits de l'homme qui ont été largement ratifiées, et non sur la création de nouveaux droits propres à l'expulsion ou sur l'importation de notions tirées d'une jurisprudence régionale ne s'appliquant pas à tous les États. La délégation des États-Unis est particulièrement préoccupée par l'incorporation d'obligations de non-refoulement dans de nombreuses dispositions du projet d'articles et l'expansion de telles obligations bien au-delà des situations prescrites par les principes établis du droit international, expansion dont le paragraphe 2 de l'article E1 (État de destination de l'étranger expulsé), qui va bien au-delà de la garantie de non-refoulement accordée par la Convention contre la torture et la Convention et le Protocole relatifs au statut des réfugiés, fournit un exemple.

67. L'extradition devrait être exclue du champ d'application du projet d'articles; elle n'entre pas dans la même catégorie que l'expulsion, en ce qu'elle implique le transfèrement d'un étranger ou d'un national à des fins répressives spécifiques. Nombre des propositions contenues dans le projet d'articles sont incompatibles avec les pratiques et obligations établies des États dans le cadre des régimes conventionnels multilatéraux et bilatéraux en matière d'extradition, y compris les nouveaux articles sur l'expulsion déguisée et l'extradition sous couvert d'expulsion.

68. Une autre préoccupation tient aux divers renvois aux droits des personnes après leur expulsion. D'une manière générale, et conformément au cadre adopté dans les traités internationaux sur les droits de l'homme, les articles devraient s'appliquer aux individus qui sur le territoire d'un État sont soumis à la juridiction de cet État. Ne pas limiter les obligations relatives au traitement des personnes à la période précédant leur expulsion placerait les États dans la

situation impossible d'être responsables du comportement de tiers après l'expulsion.

69. S'agissant du projet d'articles sur la protection des personnes en cas de catastrophe, la délégation des États-Unis félicite le Rapporteur spécial d'avoir reconnu le rôle principal que jouent les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et de non-discrimination dans la coordination et la mise en œuvre des secours en cas de catastrophe et elle l'encourage à continuer d'étudier comment ces principes affectent et inspirent les secours. La délégation des États-Unis se félicite aussi que les articles 5 et 9 énoncent le principe selon lequel l'État affecté est responsable au premier chef de la protection des personnes et de la fourniture de l'aide humanitaire sur son territoire. Quant à l'article 12, étant donné qu'il est probable que les vues sont largement divergentes sur les questions touchant le « droit » d'offrir son assistance, peut-être la CDI devrait-elle structurer ses travaux de manière à éviter de devoir se prononcer catégoriquement sur ces questions, pour faciliter l'élaboration d'un texte qui soit de la plus grande utilité pratique possible pour la communauté internationale.

70. **M. Yee** (Singapour) dit que le projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités constitue une synthèse utile de la pratique des États et de la doctrine sur un domaine difficile du droit conventionnel. La délégation singapourienne appuie vigoureusement l'article 3, qui pose clairement le principe général de la stabilité et de la continuité juridiques en confirmant que les droits et obligations conventionnels ne peuvent être tout simplement ignorés en cas de conflit armé.

71. À l'opposé, l'approche analytique consacrée aux articles 5, 6 et 7 est quelque peu problématique. Le commentaire indique que l'inclusion de l'article 5 répond à des considérations de clarté de l'exposé, mais sa relation avec les articles 6 et 7 aurait dû être mieux définie. En outre, le commentaire de l'alinéa a) de l'article 6 indique que cette disposition recoupe en partie les éléments de l'analyse entreprise en vertu de l'article 5, l'objet et le but du traité, par exemple, et indique ensuite que « leur rapprochement d'autres facteurs comme le nombre de parties peut ouvrir une nouvelle perspective ». La délégation ne saurait souscrire à cette affirmation. Les règles énoncées aux articles 6 et 7 doivent être considérées comme une application des règles ordinaires de l'interprétation des traités visées à l'article 5 et non comme des règles

opérant partiellement ou tout à fait indépendamment de l'article 5.

72. Quant à la liste indicative de traités visée à l'article 7, l'analyse aurait dû être plus directement axée sur la présence de dispositions conventionnelles spécifiques pour déterminer si un traité demeure en vigueur, plutôt que de classer les traités dans des catégories. La faiblesse de cette dernière approche tient au fait que la liste comprend des traités qui ne relèveraient pas nécessairement de l'implication créée par l'article 7. La délégation singapourienne n'est donc pas persuadée que cette approche soit correcte, et elle préférerait une liste indicative de types spécifiques de dispositions conventionnelles à une liste de catégories de traités.

73. À la lumière de ses observations sur le sujet, la délégation singapourienne n'appuie pas les recommandations de la CDI à l'Assemblée générale tendant à ce que celle-ci envisage ultérieurement l'élaboration d'une convention sur la base du projet d'articles.

74. En ce qui concerne l'expulsion des étrangers, la délégation singapourienne s'efforcera de donner des réponses écrites aux trois points indiqués aux paragraphes 40 à 42 du rapport de la CDI sur lesquels des observations seraient particulièrement intéressantes pour elle.

75. Sur la protection des personnes en cas de catastrophe, la délégation singapourienne doute comme d'autres délégations qu'il soit exact de dire que l'offre d'assistance visée à l'article 12 constitue un droit. Il serait préférable de mettre l'accent sur l'obligation de l'État d'examiner les offres d'assistance reçues d'autres États, de l'Organisation des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales ou d'organisations non gouvernementales. De plus, il n'est pas certain que toutes ces entités doivent être juridiquement mises sur le même pied.

76. Pour ce qui est de la question posée par la CDI au paragraphe 44 de son rapport, celle de savoir si l'obligation de coopérer comprend une obligation pour les États de fournir leur assistance à l'État affecté lorsqu'il la demande, le représentant de Singapour appelle l'attention sur l'Accord sur la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence adopté par l'Association des nations d'Asie du Sud-Est en 2005. Aux termes de l'alinéa c) de l'article 4 de cet accord, les parties à celui-ci sont seulement tenues de répondre

rapidement à une demande d'assistance émanant d'une partie affectée, ce qui signifie qu'elles ne sont pas en fait obligées de fournir l'assistance demandée.

77. Enfin, la délégation singapourienne appuie vigoureusement l'inclusion du sujet « Norme du traitement juste et équitable en droit international de l'investissement » au programme de travail à long terme de la CDI. Elle ne partage pas l'opinion selon laquelle il s'agit d'un domaine du droit trop spécialisé pour que la CDI l'examine. Premièrement, le droit international des investissements n'est pas plus spécialisé que de nombreuses autres branches du droit international public que la CDI a étudiées. Deuxièmement, les priorités de la CDI doivent être guidées par l'intérêt pratique et la contribution de ses travaux aux activités des gouvernements et de la communauté internationale dans son ensemble et non par le caractère spécialisé ou non du domaine du droit international dont relève tel ou tel sujet.

78. L'intérêt pratique et l'impact de travaux sur la norme du traitement juste et équitable ne peuvent être ignorés. La croissance des investissements internationaux est un phénomène considérable hautement prioritaire pour les États exportateurs et les États d'accueil. Les mouvements de capitaux d'économies en développement vers d'autres économies en développement sont aussi importants que les mouvements plus traditionnels de capitaux des économies développées vers les économies en développement. Les règles régissant le traitement de ces investissements, y compris la norme de « traitement juste et équitable », peuvent n'être pas familières pour de nombreux publicistes. Force est néanmoins de constater que le volume de la jurisprudence dans ce domaine, son impact sur l'activité des États, et le volume de travail juridique qui en découle pour les juristes des ministères et les praticiens privés sont beaucoup plus importants que dans le cas de nombre d'autres sujets qui sont ou ont été inscrits à l'ordre du jour de la CDI. Le droit international des investissements ne peut demeurer à la périphérie du droit international public, et il doit être étudié par la CDI pour que les travaux de celle-ci demeurent pertinents face aux réalités de la vie et des politiques internationales. Il ne s'agit pas d'une question de droit international privé, car les droits et obligations en question reposent sur des traités et sont régis par le droit international public, non par le droit interne. Le sujet ne relève pas du mandat de la

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international dans la mesure où les travaux de cette dernière sur les règlements d'arbitrage en matière d'investissement ne concernent pas les normes de fond, qui sont des normes de droit international public.

79. La nécessité d'une étude approfondie de la norme de « traitement juste et équitable » est attestée par le fait que le gros de la jurisprudence dans ce domaine émane de tribunaux arbitraux statuant dans des actions intentées par des investisseurs privés contre des États. Ces tribunaux sont généralement des juridictions *ad hoc* et bon nombre d'entre eux ont des compétences limitées en droit international public, mais les sentences qu'ils rendent sur le point de savoir si les mesures prises par les États sont contraires aux exigences d'un « traitement juste et équitable » n'en ont pas moins des répercussions extrêmement vastes et portent sur des montants de centaines de millions de dollars. La jurisprudence existante tirerait un grand profit d'une étude faisant autorité et de l'énoncé par la CDI des principes applicables, ce qui faciliterait la cohérence de l'interprétation et en conséquence améliorerait la certitude tant pour les investisseurs que pour les États.

80. Quant aux autres nouveaux sujets, la délégation pense elle aussi que la CDI devrait donner la priorité aux sujets « Formation et identification du droit international coutumier » et « Application provisoire des traités », qui tous deux portent sur un aspect central du droit international public, à savoir la doctrine des sources. Dans les deux cas, un produit final concis susceptible de donner des indications pratiques et faisant autorité sur ces questions importantes serait le bienvenu.

81. **M. Sarkowicz** (Pologne) dit que certains des éléments clés de la version la plus récente du projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités peuvent encore être améliorés. L'approche du sujet est fondée sur l'article 73 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, qui exclut trois domaines du champ d'application de la Convention tout en renforçant son applicabilité aux relations conventionnelles dans tous les autres domaines non affectés par ces exclusions. Cette définition du champ d'application devrait être suivie à la lettre et être interprétée avec la plus grande prudence. L'article 73 de la Convention vise l'ouverture d'hostilités entre États mais n'exclut pas du champ d'application de la

Convention les hostilités de caractère interne; la Convention doit donc s'appliquer aux relations conventionnelles entre États durant les conflits armés internes. La pratique contemporaine des États doit être étudiée de manière plus approfondie par la CDI afin de pouvoir proposer des solutions qui en rendent compte, de manière que les résultats soient conformes à la Convention de Vienne sur le droit des traités.

82. S'agissant du projet d'articles sur l'expulsion des étrangers, la délégation polonaise approuve le récapitulatif restructuré figurant dans le septième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/642). Elle propose néanmoins de restructurer encore le chapitre III du projet d'articles (Droits fondamentaux des personnes objet d'expulsion), dont la longueur est disproportionnée. Une solution pourrait consister à transférer la section A (Dispositions générales) au chapitre I.

83. La délégation polonaise se félicite des progrès accomplis en un temps relativement bref sur le sujet de la protection des personnes en cas de catastrophe, compte tenu de son urgence à la lumière de l'augmentation des pertes en vies humaines et matérielles produites par les catastrophes naturelles. Les diverses activités de lutte contre les catastrophes menées par l'Assemblée générale face aux menaces et défis qu'elles posent ont persuadé les États, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les établissements universitaires de se pencher sur le rôle du droit lors des interventions en cas de catastrophe, l'objectif étant de transformer l'aide humanitaire internationale en cas de catastrophe, activité réactive, en une activité préventive. La préparation aux catastrophes devrait constituer une partie importante de l'approche holiste de cette assistance et être consacrée comme il convient dans un cadre international juridique et réglementaire.

84. La consolidation de la notion en gestation de « droit des secours en cas de catastrophe » dépendra toutefois en grande partie du travail de développement progressif du droit international effectué par la CDI. À cet égard, il faut tenir dûment compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de sa résolution 46/182 sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies. Il est toutefois déconcertant de constater que le champ d'application proposé pour le projet d'articles est trop étroit s'agissant des événements que le texte doit envisager.



Le projet d'articles devrait s'appliquer à davantage de situations, et les activités dans la phase précédant la catastrophe, à savoir la réduction des risques, la prévention, la préparation et l'atténuation des effets, devraient aussi être traitées.

85. Quant aux projets d'articles 10, 11 et 12, ils ne tiennent pas adéquatement compte de la responsabilité de protéger, qui est parmi les notions les plus novatrices et les plus dynamiques dans les relations internationales. Il faut donc de demander s'il convient d'élargir cette notion, qui ne s'applique actuellement que dans quatre cas, le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité – mais uniquement jusqu'à ce que les États Membres en décident autrement, ce qui constitue une réserve importante. L'ampleur des menaces et des pertes découlant des catastrophes naturelles signifie que le moment est venu de décider autrement et d'envisager d'étendre cette notion à ces catastrophes.

86. La délégation polonaise appuie le postulat général énoncé au projet d'article 12, à savoir que l'offre d'assistance ne doit pas être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'État affecté, sous réserve des conditions énoncées au projet d'article 9. Il serait toutefois préférable d'éviter de qualifier la faculté de faire de telles offres comme un « droit », dans la mesure où ces offres sont généralement faites dans le cadre de la coopération internationale. De plus, dans de nombreux cas, la simple expression d'une solidarité est aussi importante que les offres d'assistance. Cette disposition devrait donc être remaniée pour définir les offres d'assistance comme une obligation positive. La CDI devrait aussi encourager la communauté internationale à faire de telles offres sur la base des principes de la coopération et de la solidarité internationales.

87. **M. Bernardini** (Italie) dit que la clarté et la lisibilité du projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités adopté en seconde lecture marque une amélioration et que le commentaire a été utilement développé, notamment par l'ajout particulièrement bienvenu d'une analyse approfondie de la pratique des États. Le projet comprend désormais une définition de l'expression « conflit armé » calquée sur celle aujourd'hui largement acceptée adoptée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans l'affaire *Tadić*. Les effets des conflits armés sur les traités ne dépendent pas de telle ou telle règle, mais surviennent lorsque le conflit entraîne une impossibilité d'exécuter

le traité ou un changement fondamental de circonstances, comme dans le cas des conflits armés internationaux lorsque les relations conventionnelles concernent un État qui n'est pas partie au conflit. Il aurait été préférable que le projet d'articles indique expressément que, dans cette dernière situation, le conflit peut n'être qu'indirectement pertinent. Le conflit peut être pertinent dans la mesure où il fait naître des causes de suspension ou d'extinction d'un traité prévues dans la Convention de Vienne sur le droit des traités.

88. Quant à la liste indicative de traités annexée au projet d'articles, un traité peut être complexe dans sa matière et contenir des dispositions impliquant qu'elles demeurent en vigueur et d'autres auxquelles la présomption de maintien en vigueur ne s'applique pas. Il convient de noter que les critères prévus à l'article 11 pour déterminer la séparabilité des dispositions conventionnelles, tirés de l'article 44 de la Convention de Vienne, sont assez stricts et peuvent souvent entraîner la suspension ou l'extinction d'un traité dans sa totalité, y compris de dispositions qui, en raison de leur matière, seraient autrement présumées demeurer en vigueur.

89. S'agissant de l'expulsion des étrangers, les États autres que l'État de nationalité peuvent être prêts à accueillir l'étranger expulsé. Quoi qu'il en soit, il serait utile, parce que l'expulsion est souvent entravée par la difficulté qu'il y a à déterminer la nationalité d'un étranger, d'envisager la possibilité d'obliger les États concernés à coopérer pour déterminer la nationalité de telle ou telle personne. Comme les projets d'articles sont à des stades d'élaboration divers, la CDI pourrait donner au lecteur une image d'ensemble qui lui serait utile en présentant, à sa session suivante, une version révisée de tous les projets d'articles provisoirement adoptés.

90. Quant à la question posée à la section B du chapitre III du rapport de la CDI en ce qui concerne l'existence, en droit international, d'ouvrir aux étrangers des recours contre les décisions d'expulsion, les États parties au Protocole No. 7 de la Convention européenne sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou au Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont assujettis à une telle obligation en ce qui concerne les étrangers résidant régulièrement sur leur territoire. Ces États n'ont donc guère la possibilité de recourir au droit international général dans de telles circonstances, et les

recours ouverts aux autres étrangers découleront probablement de la législation nationale et non d'une obligation relevant du droit international général.

91. En ce qui concerne la question posée au paragraphe 44 du rapport de la CDI en ce qui concerne la protection des personnes en cas de catastrophe, il n'est guère nécessaire d'affirmer que les États ont une obligation de coopérer lorsqu'un État affecté le leur demande. De plus, les États sont généralement prêts à fournir leur assistance en cas de catastrophe, et il risque d'être difficile d'imposer une obligation spécifique de coopérer. La question clé que doit étudier la CDI est celle de savoir comment définir les modalités de l'assistance. L'article 10 traite de l'obligation de l'État affecté de rechercher de l'assistance lorsqu'une catastrophe dépasse sa capacité d'intervention, mais il pourrait être utile de prévoir des mesures incitant l'État affecté à rechercher une assistance à un stade même antérieur, dès qu'il est nécessaire de porter rapidement secours aux victimes de la catastrophe. La CDI devrait aussi s'efforcer d'élaborer des propositions propres à améliorer l'organisation de l'assistance internationale et à la rendre plus acceptable pour les États affectés. À cette fin, une coopération étroite avec le Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire de l'ONU est essentielle.

*La séance est levée à 13 h 5.*